



HAL
open science

Le Kenya d'une élection à l'autre. Criminalisation de l'Etat et succession politique (1995-1997)

Chris Thomas

► **To cite this version:**

Chris Thomas. Le Kenya d'une élection à l'autre. Criminalisation de l'Etat et succession politique (1995-1997). Les études du CERI, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 1997, 35, pp.31. hal-03579326

HAL Id: hal-03579326

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03579326>

Submitted on 18 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Les Études du CERI
N° 35 - décembre 1997

**Le Kenya d'une élection à l'autre
Criminalisation de l'Etat et succession politique
(1995-1997)**

Chris Thomas

Le Kenya d'une élection à l'autre Criminalisation de l'Etat et succession politique (1995-1997)

Chris Thomas

Jusqu'au début des années quatre-vingt, le Kenya était réputé pour sa stabilité politique. Daniel arap Moi a ainsi succédé à Jomo Kenyatta en 1978 dans le respect le plus strict des règles constitutionnelles du pays. Mais une tentative de coup d'Etat est venue en 1982 briser l'image exotique et rassurante de ce pays touristique. Les populations urbaines ont fait irruption sur la scène politique nationale, révélant par ailleurs la violence des nationalismes ethniques. La compétition pour le pouvoir, que Jomo Kenyatta parvenait à réguler en faisant preuve d'une poigne de fer adoucie par le partage des ressources nationales, était devenue une véritable lutte, maîtrisée par Daniel arap Moi au prix d'une évolution autoritaire brutale de son régime. Tout au long des années quatre-vingt, avec l'accroissement des difficultés économiques du pays et la mise en place des premières mesures d'ajustement structurel, la base sociale élargie sur laquelle reposait le pouvoir présidentiel en 1978 s'est réduite comme une peau de chagrin, à mesure que le partage des ressources du pays se faisait plus étroit et que croissaient l'autoritarisme et la répression politique de toute forme de contestation. Cette dérive violente et ce grippage d'un modèle de régulation de la compétition politique sur le mode redistributif ont provoqué l'explosion de la contestation à l'aube des années quatre-vingt-dix, et, conjugués avec les pressions internationales, ont permis le retour du multipartisme, abandonné depuis 1969 au profit d'un parti unique, la *Kenya African National Union* (KANU). Ce retour au multipartisme fut suivi des premières élections présidentielles au suffrage universel direct, le 29 décembre 1992, élections que Daniel arap Moi remporta en utilisant tous les moyens qu'un Etat policier pouvait mettre à sa disposition.

En janvier 1993, l'avenir politique du pays peut paraître incertain. Il a à sa tête un dictateur qui s'est maintenu au pouvoir en obtenant à peine 37 % des suffrages exprimés dans une élection qui est loin d'avoir été *free and fair*. Son économie est exsangue. Ce sont entre 300 et 500 millions de dollars US qui ont été détournés ou

rackettés par le président Moi et la KANU pendant la campagne électorale, privant l'économie du pays d'environ 2 % de croissance et provoquant une hausse de la masse monétaire de 40 %¹. Enfin, environ 300 000 habitants de la vallée du Rift vivent dans des camps, victimes des opérations de purification ethnique menées par des élites voulant expulser les « étrangers » kikuyu, luo et luhya de « leur » territoire. La victoire du président Moi lors des élections de décembre 1992 s'est révélée bien amère. Celui-ci a été humilié dans deux des plus importantes provinces du pays, la province centrale et la province de Nyanza, où vivent la majorité des populations kikuyu et luo². Pas un seul candidat luo ou kikuyu de la KANU n'a été élu. Lors de la formation du gouvernement, Daniel arap Moi est obligé de nommer au Parlement Joseph Kamotho et William Ndolo Ayah, le secrétaire général et le *chairman* du parti, pour pouvoir les faire entrer au gouvernement. Seule la minorité kisii, regroupée derrière le puissant Simeon Nyachae, lui accorde encore quelque crédit. Ses résultats dans la province de l'Ouest, terre de ses alliés luhya, semblent de même bien décevants. S'il y dépasse les 25 % des voix, l'opposition y remporte la moitié des sièges. Arithmétiquement, c'est plus l'opposition qui a perdu les élections que le président Moi qui les a véritablement gagnées. Celui-ci apparaît de plus en plus retranché sur sa base politique de la vallée du Rift et quelques îlots de soutien dans l'Ouest et l'Est du pays, face à une majorité de la population qui lui est résolument hostile. Le taux de participation à cette élection a atteint 67,9 % des inscrits, c'est le plus haut depuis 1963³. La grande majorité du corps électoral kényan a voté pour se débarrasser de Daniel arap Moi. Plus de la moitié des ministres du Cabinet sortant ont été battus. Si ce n'est le ministre de l'Agriculture kisii Simeon Nyachae, qui a fait en 1992 un retour remarqué sur la scène politique, le gouvernement ne compte ainsi pas de véritable poids lourd de la politique kényane en dehors des élites de l'alliance KAMATUSA (Kalenjin, Maasai, Turkana, Samburu) de la vallée du Rift. Ses représentants sont les deux leaders maasai George Saitoti (vice-président), et William ole Ntimama (ministre du Gouvernement local), le ministre d'Etat kipsigis chargé de la sécurité auprès du secrétariat général à la Présidence, Kipkalya Kones. L'ange noir de la vie politique kényane, l'homme du Président Nicholas Biwott, n'a pas été réintégré au gouvernement mais il n'est pas absent de la scène politique. Il a été réélu sans

¹ Barkan (J.D.), « Kenya : lessons from a flawed election », *Journal of democracy*, vol. 4, n°3, juillet 1993, p. 89.

² La population kényane, qui connaît toujours l'un des taux de croissance les plus élevés du monde (3,7 % par an), est ainsi grossièrement répartie par groupes et confédérations ethniques : 1) les Kikuyu, 4,45 millions (21 % de la population) ; 2) les Luhya, 3 millions (14,4 %) ; 3) les Luo, 2,6 millions (12,4 %) ; 4) les Kalenjin, 2,45 millions (11 %) (Republic of Kenya, *Kenya Population Census*, Central Bureau of Statistics, 1989, p. 6/2). Cette nomenclature officielle n'a d'autre réalité que celle d'un décompte politiquement motivé. Les ethnies luhya et kalenjin sont des réifications communautaires datant des années cinquante et les Kalenjin n'étaient même pas comptabilisés en tant que tels mais sous la nomenclature coloniale des sept « sous-groupes » de cette confédération parlant des dialectes nandi. Il est néanmoins plus satisfaisant pour le président Moi, d'origine tugen, un sous-groupe kalenjin, de prétendre représenter 2,5 millions de personnes qu'à peine quelques centaines de milliers.

³ Barkan (J.D.), art. cité.

opposant dans sa circonscription de Kerio-sud et jouit d'une position de pouvoir informelle dans l'entourage présidentiel.

Pendant deux années, l'opposition parlementaire, avec le FORD-Kenya de Kijana Wamalwa et Raila Odinga, le FORD-Asili de Kenneth Matiba et Martin Shikuku et le Democratic Party de l'ancien vice-président Mwai Kibaki⁴, mène un combat rapproché contre le gouvernement, ayant réussi à prendre le contrôle des deux commissions auditant annuellement tous les investissements publics. Plusieurs affaires de détournement massif des deniers de l'Etat sont révélées, comme le fameux scandale Goldenberg en 1993, qui mit au grand jour l'appropriation par le vice-président et ses hommes de plusieurs centaines de millions de dollars de la Banque centrale, grâce à des primes versées à un homme d'affaires indien, Kamlesh Pattni, pour des exportations fictives de pierres précieuses. Mais l'impuissance de l'opposition à faire poursuivre en justice ces hommes, tout comme la reproduction en toute impunité des détournements de fonds et des pratiques frauduleuses, finissent par épuiser une opposition qui n'est pas elle-même sans reproche. En fait, à partir de 1995, en raison des problèmes de santé que connaît Daniel arap Moi, c'est un tout autre enjeu que celui d'amener le gouvernement à rendre des comptes qui s'impose à la classe politique kényane : celui de la succession d'un homme qui tient le pays entre ses mains depuis presque vingt ans.

Au sein de la KANU, deux alliances politiques se forment alors progressivement, lui proposant deux solutions opposées pour l'avenir du pays. Jusqu'à la fin de l'année 1996, Daniel arap Moi semble ainsi hésiter entre une faction appelée « KANU A », dirigée par les grands patrons de Kisii, Narok et Kericho, Simeon Nyachae, William ole Ntimama et Kipkalya Kones, et une autre appelée « KANU B », regroupant le vice-président George Saitoti, Nicholas Biwott et le secrétaire général de la KANU devenu ministre de l'Education malgré sa défaite dans le district de Murang'a lors de l'élection de 1992, Joseph Kamotho. La ligne de partage principale qui sépare ces deux factions est une opposition radicale sur la question du rapprochement avec les élites kikuyu exclues du pouvoir, mais qui pèsent toujours d'un poids considérable dans l'économie du pays en raison de leur implication dans la production de ses richesses (café, thé, fleurs, tourisme). Tout au long des années quatre-vingt, Daniel arap Moi avait mené une guerre économique et politique tenace contre les élites kikuyu héritières du régime Kenyatta, mais sans jamais vraiment parvenir à les vaincre⁵.

Leur position de force tient bien sûr aux capitaux accumulés par ces grandes familles de Kiambu, Murang'a ou Nyeri pendant la période Kenyatta, et aux investissements industriels et commerciaux réalisés à cette époque grâce à leur monopolisation des positions de pouvoir. Mais elle vient surtout de l'autonomie de leurs ressources

⁴ Pour un panorama de l'opposition kényane sur lequel nous ne reviendrons pas, voir notamment Chege (M.), « The return to multi-party politics », in Barkan (J.D.) (ed.), *Beyond Capitalism vs. Socialism in Kenya and Tanzania*, Lynne Rienner, 1994, pp. 47-74.

⁵ Voir Barkan (J.D.), « The rise and fall of governance realm in Kenya », in Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and Politics in Africa*, Lynne Rienner, 1992, pp. 85-89.

d'accumulation, fondées sur les cultures de rente qui constituent la véritable richesse du pays. Les élites de la vallée du Rift ou de l'Ouest du pays gèrent principalement de grands domaines céréaliers hérités de la colonisation, mais les revenus issus des céréales, du sucre ou du lait, désormais menacés par la libéralisation de tous les marchés agricoles, sont sans comparaison avec ceux du café, du thé ou de l'horticulture, produits dans la province centrale. Dans le contexte de la succession, marqué notamment par l'existence de plusieurs centaines de milliers de paysans kikuyu déplacés dans des camps et mobilisables pour une action politique violente, la question d'un rapprochement avec une élite pouvant contrôler ces paysans et ayant elle aussi un intérêt économique direct à la stabilité du pays n'est pas non plus indifférente.

Progressivement, c'est donc cette stratégie que va privilégier le président Moi. Cependant, ce choix en faveur de la KANU B n'est pas sans avoir un coût politique important. Electoralement et au sein même du parti, la KANU B est très largement minoritaire. Elle regroupe le cercle très rapproché des élites tugen et keiyo, les deux communautés dont sont originaires Daniel arap Moi et Nicholas Biwott, et quelques individualités qui n'ont aucune véritable base sociale de soutien. Ce choix confirme une tendance récurrente de la pratique du pouvoir du président Moi qui, à la différence de Jomo Kenyatta, ne s'entoure jamais longtemps de grands patrons régionaux disposant de véritables bases de pouvoir ancrées dans leurs districts à travers leurs multiples réseaux de dépendants. Depuis la tentative de coup de 1982, Daniel arap Moi privilégie au contraire un entourage composé d'hommes politiques qui lui doivent tout, leur fortune et leur carrière, et lui sont d'une absolue fidélité. Ses hommes appartiennent à sa famille élargie ou sont souvent issus de communautés ultra-minoritaires dans le pays (tugen, keiyo, somali, etc.). Dans le contexte de la mise en place de plus en plus inévitable des plans d'ajustement structurel, la base sociale des soutiens de Daniel arap Moi s'est ainsi progressivement réduite à un très petit groupe contrôlant l'appareil administratif et policier et les principales ressources de prédation au sein de l'appareil d'Etat. Cette monopolisation de l'économie prébendière, appuyée sur une minorité d'hommes d'affaires indiens véreux, a plongé dans la tourmente le gros des troupes de la KANU, progressivement privées des ressources leur permettant habituellement d'alimenter leurs réseaux de soutien. Afin de répondre à cette crise de financement, elles se sont alors le plus souvent investies dans l'économie criminelle, en s'appuyant sur une privatisation avancée de la violence d'Etat⁶. Ce sont ces différents éléments qui informent le déroulement de l'élection générale de décembre 1997 et le contexte de la succession politique de Daniel arap Moi.

⁶ Le Kenya n'est pas le seul pays africain à connaître cette évolution. Voir, pour une mise en perspective de ce processus politique, Bayart (J.-F.), Ellis (S.), Hibou (B.), *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.

La préparation d'une succession politique

L'aisance du président Moi à restaurer son pouvoir après les luttes des années 1990-1992 ne peut être comprise sans référence à la situation économique du pays et à son positionnement vis-à-vis de la communauté internationale. Après l'assassinat du ministre des Affaires étrangères Robert Ouko et les révélations sur le détournement massif de l'aide au développement au cours des années quatre-vingt, le Kenya et son chef d'Etat avaient dû subir le courroux de la communauté internationale. Celui-ci s'était quelques mois plus tard apaisé, compte tenu de l'aide efficace apportée par le pays aux Etats-Unis pendant la guerre du Golfe mais, en décembre 1991, malgré l'annonce du retour au multipartisme, l'aide internationale avait été effectivement suspendue. Le principal contentieux entre le gouvernement et ses bailleurs de fonds était d'ailleurs moins les réformes politiques que la mise en place de l'ajustement structurel, la corruption et la libéralisation de l'économie. Une fois les élections remportées, la KANU accepta enfin de se plier aux exigences économiques de ses bailleurs de fonds en raison d'une fragilisation dramatique de ses finances publiques. Cette conciliation ainsi qu'un renouvellement important des hauts fonctionnaires du Trésor furent les signaux de repentir adressés au FMI et à la Banque mondiale, un plaidoyer pour le rétablissement rapide du soutien à la balance des paiements et à une économie devenue moribonde.

Le retour à la rigueur monétaire

Après le retrait définitif du portefeuille des Finances au vice-président George Saitoti, qui était devenu le symbole des malversations du régime, une jeune génération de technocrates est placée à la tête de la Banque centrale et de la direction du Trésor. Micah Cheserem, un comptable d'origine keiyo, remplace Eric Kotut, un cousin par alliance du Président lourdement impliqué dans le scandale Goldenberg. A ses côtés se trouve un jeune ministre des Finances, Musalia Mudavadi, entré en politique depuis seulement quatre ans et vierge de tout soupçon. Ces deux hommes sont généralement crédités du renouveau économique kényan. L'assainissement des finances de l'Etat, la réduction de l'inflation et la libéralisation de l'économie ont été en effet mis en œuvre de façon très brutale, afin de redonner confiance aux investisseurs internationaux. Les grands indicateurs économiques illustrent à eux seuls le redressement financier du pays.

Quelques grands indicateurs économiques, 1990-1996

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Taux de croissance du PNB (%)	4,2	2,1	0,5	0,1	3,0	4,8	4,6
Inflation des prix à la consommation (%)	15,8	19,6	27,3	46	28,8	1,6	9
Dettes extérieures totales (milliards de \$)	7,1	7,2	6,7	7,0	7,16	7,38	n.d.
Production de thé (milliers de tonnes)	197	203,6	188,1	211	209,5	244,5	257
Production de café (milliers de tonnes)	86,4	85,3	75,1	73	95,8	97,8	80
Visites touristiques (milliers d'individus)	598	560	515	536	676	503	530
Taux de change annuel moyen entre le Ksh et le US \$	22,92	27,51	32,22	58	56,05	51,43	57,12

Source : EIU, *Kenya report*, 1990-1997

Après la plongée vertigineuse des années 1991-1993, le Kenya retrouve ainsi, à partir de 1994, des indicateurs beaucoup plus satisfaisants. La croissance atteint presque 5 % en 1995, l'inflation est décapitée et le shilling s'apprécie d'environ 10 %. Cette cure d'austérité libérale se conjugue avec la mise en place des plans d'ajustement structurel et la libéralisation des différents secteurs de l'économie. Pendant près de dix ans, le gouvernement kényan avait résisté à des réformes économiques qui risquaient de le priver des principaux moyens d'accumulation de ses troupes⁷. En un peu moins de trois ans, ce sont plusieurs bastions de l'accumulation agraire des années quatre-vingt qui tombent. La quasi-totalité de l'économie est libéralisée. Si le ministre de l'Agriculture Simeon Nyachae résiste encore à ouvrir totalement à la concurrence les filières du maïs, du lait ou du sucre, qui sont les trois denrées dont la hausse des prix pourraient provoquer des émeutes dans le pays, les semences et la plupart des autres produits agricoles peuvent désormais être importés et exportés librement. Le contrôle des changes est aboli. Les prix à la consommation évoluent officiellement selon les lois de l'offre et de la demande, sans intervention de l'Etat. Au total, en 1996, cinquante mille petits fonctionnaires sont partis à la retraite ou en pré-retraite, en empochant le « *golden handshake* » des institutions internationales. Le dégraissage de l'appareil d'Etat est en marche, même si le rythme des privatisations reste ridiculement lent : seules huit entreprises para-étatiques sur la centaine prévue ont été vendues à la fin de l'année 1995⁸.

Cette soumission aux requêtes du FMI et de la Banque mondiale, qui est dénoncée par une partie de la classe politique en raison de ses conséquences sociales sur le

⁷ Voir Maxon (R.M.), Ndege (P.), « The economics of structural adjustment », in Ogot (B.A.), Ochieng' (W.R.), eds., *Decolonisation and Independence in Kenya*, Londres, James Currey, 1995, pp. 83-109.

⁸ Pour le suivi de cette évolution économique voir notamment les rapports trimestriels de l'*Economist Intelligence Unit* sur le Kenya.

secteur éducatif et de santé, donne au gouvernement une marge de manœuvre beaucoup plus appréciable vis-à-vis de ses bailleurs de fonds. En 1995, il ne cherche plus désespérément à obtenir un soutien à la balance des paiements, comme en 1993, ni un rééchelonnement de sa dette extérieure. Le retour du tourisme et les augmentations concurrentes des recettes du café et du thé, liées à la hausse des cours internationaux, ont rétabli la situation financière du pays. Dès le milieu de l'année 1995, les réserves en devises représentent trois mois d'importations. Les négociations avec le FMI portent en fait essentiellement sur un plan de soutien à la mise en place de l'ajustement structurel (*Enhanced Structural Adjustment Facility*). Ces prêts ESAF sont en général des feux verts à la Banque mondiale et à la communauté internationale pour la reprise de l'aide bilatérale⁹. Le FMI en approuvera un de 216 millions de dollars US en avril 1996, sanctionnant le retour du pays dans le groupe de ses bons élèves. La rigueur financière, le dégraissage de l'appareil d'Etat et la libéralisation de l'économie ne sont cependant pas sans coûts politiques importants. Ils réduisent dramatiquement l'assiette de ressources disponibles pour fidéliser les soutiens du régime au cœur des zones rurales. Le cas des paysans producteurs de lait est significatif. La majorité d'entre eux sont issus des districts nandi de la vallée du Rift. Jusqu'à présent, le monopole conféré à leur union coopérative, les *Kenya Co-operative Creameries*, leur garantissait 14 Ksh pour chaque litre de lait. Avec la libéralisation de l'économie et l'arrivée des importations, le prix du lait est tombé à 11 Ksh le litre, provoquant la colère des paysans nandi. Les problèmes financiers de la coopérative, dirigée notamment dans la plus pure tradition néo-patrimoniale par le fils du Président, Raymond Moi, ne firent qu'aggraver cette colère. C'est donc dans un contexte de réduction drastique des prébendes de l'Etat que s'organise la lutte pour la succession du président Moi au sein de la KANU.

Le resserrement de la base du pouvoir : ni luhya, ni kamba

La stratégie de la terre brûlée engagée par le président Moi et sa garde rapprochée dès la fin de l'année 1991 à travers l'organisation systématique d'opérations de purification ethnique dans ses bastions présumés eut un coût politique important pour les soutiens non kalenjin de la KANU et participa largement à la défaite de celle-ci dans le district de Bungoma, dans l'Ouest du pays. Les barons luhya, engagés dans la course à la succession et convoitant le poste de vice-président, en furent les principales victimes. La disgrâce des grands patrons bukusu et tachoni que sont Elijah Mwangale et Burudi Nabwera, au premier trimestre 1993, démontre leur incapacité à pérenniser le pouvoir de la KANU dans l'Ouest du pays autant qu'elle confirme le resserrement du pouvoir d'Etat sur le cercle étroit des leaders des communautés KAMATUSA de la vallée du Rift. Cyrus Jirongo, le leader luhya de la *Youth for Kanu'92*, fut ainsi destitué après avoir condamné la déclaration de Kitengela entre les leaders

⁹ Economist Intelligence Unit, *Kenya*, 3^{ème} trim. 1995.

maasai et kamba, qui devait être le signe d'une nouvelle grande alliance politique. Elijah Mwangale fut de même expulsé de son siège de président de la KANU-Bungoma et John Mugalla, le président de la COTU (*Central Organisation of Trade Unions*), ne tarda pas à voir se constituer une opposition interne visant à l'expulser, lui aussi, de son siège. La disgrâce fut telle pour les élites luhya que même les quatorze députés de l'opposition de la province de l'Ouest protestèrent publiquement contre le remplacement répété des responsables luhya dans les entreprises para-étatiques¹⁰.

Mais, malgré la fameuse déclaration de Kitengela de mars 1993, censée sceller la nouvelle grande alliance entre les leaders KAMATUSA et kamba, il n'existe plus en 1995 dans le pays de véritable partage du pouvoir au-delà des élites de la vallée du Rift. Les élites kamba, qui avaient pourtant largement soutenu Daniel arap Moi en 1992, ont subi les conséquences de cette évolution. Elles avaient été récompensées de leur fidélité et avaient obtenu quatre ministères au sein du Cabinet : deux pour le district de Machakos (John Kyalo, ministre de l'Energie ; Jackson Mulinge, ministre de la Redistribution des terres et du Repeuplement) ; un pour le nouveau district de Makueni (Johnstone Makau, ministre de l'Information) et un pour celui de Kitui (Stephen Kalonzo Musyoka, ministre des Affaires étrangères). Trois secrétaires d'Etat kamba avaient également été nommés au sein du gouvernement (Gideon Mutiso, Antony Ndilinge et Nyiva Mwendwa). Après le décès de l'un d'entre eux, John Kyalo, en 1995, Nyiva Mwendwa fit son entrée au sein du Cabinet, au ministère des Affaires culturelles et sociales.

Le soutien kamba au président Moi se comptabilisait également par le nombre des ressortissants de cette communauté dans les services de la police et de l'armée. Philip Mbithi, l'ancien vice-recteur de l'Université de Nairobi, avait ainsi été nommé chef de la fonction publique et directeur de cabinet du secrétariat général à la Présidence en 1991. Il a joué un rôle crucial dans la mobilisation des soutiens en faveur du président Moi en supervisant personnellement la distribution de l'aide alimentaire dans les zones semi-arides des deux districts kamba. Philip Kilonzo, le chef de la police kényane, Sam Kivuvani, le directeur des services secrets, Frank Kwinga, le chef du bureau en charge de l'immigration au ministère de l'Intérieur, ont également apporté leur concours actif à cette réélection. Leurs administrations ont fait preuve d'un zèle inégalé pour harceler l'opposition ou solliciter les bailleurs de fonds indiens du régime¹¹. L'un après l'autre, ils vont être destitués de leurs fonctions. Le premier à partir est Philip Kilonzo. Le chef controversé de la police kényane avait montré un peu trop d'ardeur à faire appliquer la « *shoot-to-kill policy* » dans les rues de Nairobi, après les émeutes de 1990. Il dut prendre sa retraite en 1994. La destitution la plus spectaculaire est celle de Philip Mbithi. Mbithi avait la réputation d'être l'un des chefs de la fonction publique les plus puissants de ces dix dernières années. Il avait réussi à placer ses hommes au sein de l'administration provinciale et des services de sécurité et travaillait activement à la

¹⁰ *The Economic Review*, 25/5/93.

¹¹ Barkan (J.D.), « Kenya : lessons from a flawed election », art. cité, p. 89.

conquête du siège de vice-président par l'ancien chef d'Etat-major des armées, Jackson Mulinge. Mbithi apprit cependant sa destitution à la radio comme un vulgaire *big man* de la KANU que le Président ne prend même pas la peine d'informer directement de son sort. On lui avait proposé auparavant la direction du secrétariat de la coopération est-africaine à Arusha, un poste qu'il avait eu le courage de refuser. Mbithi est remplacé par un haut fonctionnaire pokomo, Fares Kuindwa. L'allié de Mbithi, le directeur des services de renseignements Kivuvani, ne tarda pas à prendre lui aussi sa retraite, remplacé par un officier tugen, Wilson Boinnet. Même Jonas Kaleli, le chapelain de l'église de Kabarak, réputé très proche du Président grâce à sa double casquette de conseiller politique pour les affaires kamba et d'encenseur officiel lors des services hebdomadaires, fut répudié à la fin de l'année 1996. Ezechiel Birech, l'évêque de l'Eglise présidentielle, l'*African Inland Church*, le renvoya en raison de son comportement incompatible avec les préceptes moraux soudainement très stricts de l'AIC. Corrompu et sexuellement insatiable, le jeune chapelain avait surtout le tort d'être l'un des alliés fidèles de Philip Mbithi. Aucun homme politique kamba d'envergure n'est ainsi parvenu à se maintenir dans l'entourage présidentiel après 1995. Le ministre des Affaires étrangères, Kalonzo Musyoka, a le plus souvent du mal à se tenir au courant des décisions de politique extérieure que prennent Nicholas Biwott ou son directeur de cabinet, l'historienne kipsigis Sally Kosgei. Ses collègues Jackson Mulinge ou Johnstone Makau n'occupent que des ministères secondaires, à la périphérie du pouvoir.

Le carré retranché des soutiens au président Moi avait pris quelques mois l'apparence d'une alliance entre les élites de la vallée du Rift sous l'acronyme KAMATUSA, réunion des groupes kalenjin, maasai, turkana, samburu. Cette alliance était soutenue par un projet politique, le régionalisme (*majimbo* en swahili), qui permettrait à chaque groupe ethnique de disposer de « ses » terres et d'en expulser les « étrangers ». Le régionalisme devait ainsi permettre aux élites KAMATUSA de récupérer à leur profit toute la vallée du Rift, où résident aujourd'hui près de 3,5 millions de paysans kikuyu, luo et luhya. Après la création politique du groupe ethnique kalenjin, dont l'existence fut entérinée par la nomenclature du recensement de 1989¹², un nouveau regroupement semblait ainsi permettre d'identifier la base sociale du régime. Cette illusion politique disparut cependant rapidement. Les sept groupes kalenjin sont déjà démographiquement très inégaux. Selon le recensement de 1979, les trois groupes les plus importants sont les Kipsigis, les Nandi et les Marakwet, qui dépassent les 500 000 individus. Les Tugen, les Keiyo, les Pokot et les Sabaot n'en atteignent pas le cinquième. Cette disparité, combinée à des trajectoires très différentes sous la colonisation, attise les rivalités entre les élites de ces différentes communautés, qui, depuis le milieu des années cinquante, tolèrent difficilement le leadership du Tugen Daniel arap Moi. De plus, depuis 1985, l'accumulation réalisée par les parents du président Moi et de Nicholas Biwott s'est principalement faite au

¹² Les populations kalenjin sont en fait les membres des sept groupes parlant des dialectes nandi (Nandi, Kipsigis, Marakwet, Keiyo, Tugen, Pokot, Sabaot).

détriment des leaders des autres communautés kalenjin. Aux vieilles rancunes remontant à l'indépendance, selon lesquelles Daniel arap Moi a facilité le repeuplement des squatters kikuyu sur les collines nandi afin de préserver son district de Baringo, se sont ajoutés de nouveaux griefs liés à la grande disparité de répartition des ressources de l'Etat au cours de l'ère *Nyayo*¹³.

Les leaders nandi, comme l'archevêque Alexandre Muge assassiné en 1990 ou le député sortant de la circonscription de Cherangani, Kipruto arap Kirwa, représentent vaillamment une tradition d'insoumission des Nandi à toute domination extérieure. En 1996, cette relation orageuse s'est à nouveau envenimée lorsque la multinationale Lonhro a annoncé qu'elle allait revendre les terres qu'elle possédait dans le district de Uasin-Gishu dans le cadre de la réorganisation de ses activités agricoles. Ce sont près de cinquante mille acres qu'espéraient pouvoir acheter les squatters nandi, jusqu'à ce qu'on découvre qu'un marché avait déjà été passé entre Mark Too, le *chairman* de Lonhro East-Africa et fils naturel présumé du Président, et les élites tugen et keiyo. Jackson Kibor, le puissant *chairman* de la branche locale de la KANU, déjà suspendu pour son insubordination, passa directement au FORD-Kenya. A la fin de l'année 1996, même le rappel de l'un des hussards de la garde nandi des années *Nyayo*, Henry Kosgei, cousin germain de Kibor, qui avait fait plonger dans la faillite la plus grande compagnie d'assurances du pays, la *Kenya National Insurance Corporation*, n'a eu aucun impact politique sur la communauté nandi. En novembre 1997, pour la première fois depuis son accès à la présidence, Daniel arap Moi s'est fait huer par la foule dans le district de Trans Nzoia, après qu'un membre de l'assistance eut interrompu son discours en lui demandant de rendre aux Nandi la terre qu'il leur avait volée. Les leaders marakwet se sont également manifestés bruyamment au cours de l'année 1996, l'un de leurs porte-parole, Frederick Chesereck, allant jusqu'à annoncer lors d'une conférence de presse au Parlement que, si le président Moi ne les délivrait pas du joug keiyo et de la famille de Nicholas Biwott, ils se préparaient à passer à l'opposition. Au lieu de stimuler la progression des cultures de rente dans le district de Marakwet, la grande agence de développement de la vallée Kerio connaissait en effet une crise financière sans précédent du fait des prêts accordés par son directeur Paul Chemweno à Edward et Nelly Kiplagat Biwott.

La situation des élites maasai et kipsigis, considérées pourtant comme des piliers de l'alliance KAMATUSA, n'est pas plus enviable. Fin 1995, William ole Ntimama et Kipkalya Kones semblaient avoir enfin pris un avantage décisif dans la succession, en réussissant à faire échouer une grande réunion de réconciliation avec les leaders kikuyu. Cette réunion était également destinée à résoudre le problème épineux des populations déplacées lors des « clash ethniques ». Pressentant qu'il serait la victime privilégiée de ces pourparlers, William ole Ntimama les avaient clos en prévenant l'assemblée que pas un acre de terre de son district ne serait rendu aux paysans kikuyu. De plus, juste après l'échec de cette tentative de réconciliation, le président Moi

¹³ *Nyayo* signifie « traces » en swahili. En 1978, *Nyayo* était devenu le mot d'ordre du régime, car Daniel arap Moi prétendait suivre les traces de Jomo Kenyatta. Rapidement, ce furent les traces du nouveau Président que toute la classe politique était contrainte de suivre.

avait été à nouveau humilié par la population kikuyu lors de l'élection partielle de Kipipiri, dans la campagne de laquelle il s'était personnellement investi. Joseph Kamotho et surtout l'éminence grise du Président, Nicholas Biwott, semblèrent pendant quelques mois devoir payer pour leur mauvais conseil. Kipkalya Kones, le ministre d'Etat kipsigis en charge de la sécurité intérieure, pouvait alors se prévaloir de la confiance personnelle du Président, symbolisant la victoire de la KANU A sur la KANU B. Cette victoire fut pourtant de courte durée. En janvier 1997, Nicholas Biwott fit une rentrée fracassante au sein du Cabinet, et William ole Ntimama et Simeon Nyachae furent transférés à des ministères de second rang, tandis que Kipkalya Kones était tout simplement exclu du gouvernement.

Les chutes de Simeon Nyachae, Kipkalya Kones et William ole Ntimama résultent toutes les trois du même processus. Quels que soient leurs apparentements ethniques plus ou moins créés pour l'occasion, ces trois hommes sont quelques-uns des rares politiciens kényans à disposer de bases autonomes de pouvoir susceptibles de concurrencer celles de la famille présidentielle.

En effet, Kipkalya Kones est le leader du nationalisme ethnique kipsigis. En 1996, il réussit à faire remplacer au poste stratégique d'intendant de la Présidence (*State House comptroller*) l'homme de Nicholas Biwott, le Keiyo Abraham Kiptanui, par Franklin Bett, l'un de ses protégés, lui aussi kipsigis. Cependant, comme son comparse William ole Ntimama, ses capacités de mobilisation indépendantes du patronage présidentiel le rendent trop dangereux.

Le leader de Narok William ole Ntimama a mené depuis 1995 une guérilla incessante contre le vice-président George Saitoti, originaire du district maasai rival de Kajiado. A plusieurs reprises, Ntimama a tenté d'organiser sa chute, soit en finançant ses ennemis dans son propre district de Kajiado (comme par exemple l'ancien vice-président du Democratic Party John Keen, revenu à la KANU avec l'ambition d'affronter George Saitoti pour la direction de la branche de Kajiado), soit en se proclamant le leader incontesté de la communauté maasai et le plus ardent défenseur de leurs droits contre les colons kikuyu¹⁴. La machine politique de William ole Ntimama est en fait une organisation non gouvernementale destinée à défendre les droits de ce groupe ethnique : la *Maasai Development Association (MDA)*. Ntimama a réussi à prendre le contrôle de cette association en y plaçant les membres de son clan purko et en expulsant les représentants de l'autre clan de Narok, les Kekonyokie, de même que les représentants des districts de Kajiado ou de Transmara. La MDA reçoit annuellement 300 millions de Ksh du *Narok County Council*, contrôlé par son secrétaire général purko Joseph Kaiyoni, et reçoit statutairement 2,2 % des revenus des *group ranches* dirigés par un autre Purko, le député de Narok-Sud, Samson Toya. Pour compléter cette machine politique locale, Ntimama s'est illustré en 1995 en organisant et en finançant la circoncision collective de plusieurs centaines de jeunes Purko, entrant ensemble dans la classe d'âge des *moraan*, les guerriers, désormais à

¹⁴ Le seul problème du leader « maasai » George Saitoti est qu'il se prénomme en fait George Kinuthia Muthengi et qu'il ne parle pas un mot de maasai, étant né kikuyu.

sa solde. Ces *moraan* ne tardèrent pas à s'illustrer en envahissant à deux reprises les rues de Nairobi pour défendre violemment leur patron, pénétrant jusque dans les salles d'audience de la Haute Cour lorsqu'il était empêtré dans une affaire judiciaire. Cette manifestation bruyante et parfois violente du pouvoir du ministre du Gouvernement local s'est toujours exercée en toute impunité, tout comme lorsqu'il incitait publiquement les hommes de son clan à expulser les paysans kikuyu de son district. L'indépendance de Ntimama lui coûta son poste.

Simeon Nyachae, le dernier grand leader de la KANU A, dispose probablement d'un pouvoir encore plus indépendant que ses deux acolytes, Kones et Ntimama. Il a traversé les deux régimes de Jomo Kenyatta et Daniel arap Moi à des postes de haut fonctionnaire, terminant sa carrière comme chef de la fonction publique et secrétaire en chef du secrétariat général à la Présidence, un poste créé exclusivement pour lui. Il a été à la tête des services de sécurité pendant plusieurs années et c'est lui qui a mis en place la réforme administrative dite du *district focus*, une opération de centralisation administrative qui permet désormais au président Moi d'avoir des représentants directs contrôlant l'allocation des ressources dans tous les districts. Originaire de Kisii, Nyachae est tombé de son piédestal en 1988 lorsqu'il a voulu conquérir un poste électif, première étape vers de plus hautes ambitions. Daniel arap Moi l'a néanmoins rappelé dans la panique de 1992 et Simeon Nyachae a réussi à faire élire cinq représentants de la KANU sur sept sièges existant à Kisii. Les quatre autres députés kisii de la KANU sont quatre membres de sa famille élargie. Simeon Nyachae dispose d'une base de pouvoir très solide, héritée de son père, qui était un grand *chief* de Kisii, et qu'il a entretenue par l'établissement d'une véritable hégémonie économique sur cette région du Kenya. Son groupe, Samsora Ltd., contrôle toute la filière agricole alimentant la région en pain et en maïs, éléments de base de l'alimentation des Kényans. Sa chute est en partie issue d'une concurrence croissante entre ses intérêts économiques et ceux de Nicholas Biwott. Les deux hommes s'étaient livrés en 1995 une bataille en règle pour la prise de contrôle, lors de leur privatisation, des minoteries de Nakuru, qui alimentent en pâte de maïs une bonne partie de la vallée du Rift. Cette tentative de Nyachae d'entrer sur les terres des élites keiyo et tugen marqua le début de son déclin.

Dans le Kenya de la fin des années quatre-vingt-dix, toute base de pouvoir se constituant hors du patronage présidentiel et représentant ainsi une menace pour ses héritiers fait du détenteur de ce pouvoir un ennemi, quel que soit son apparemment ethnique présumé. Ce signe distinctif du régime de Daniel arap Moi a favorisé le renouvellement accéléré du personnel politique. Mais cette stratégie a également un inconvénient majeur. Afin de pouvoir entretenir et renouveler inlassablement les réseaux factionnels sans qu'aucune base de pouvoir indépendant ne se développe en leur sein, le président Moi et ses hommes ont besoin de moyens financiers considérables. La fidélité personnelle de dépendants coûte extrêmement cher. Or la cure d'amaigrissement de l'Etat imposée par l'ajustement structurel a sensiblement modifié les capacités du chef de l'Etat et de ses hommes à puiser dans les fonds publics pour alimenter leurs réseaux de clientèle. Une tendance nette à la multiplication

des fraudes financières et fiscales en tous genres s'est développée depuis cinq ans afin de pallier ce manque.

Mais, dans le contexte de la succession et du resserrement du pouvoir autour de quelques individus, seule une petite minorité détient les positions et l'influence politique permettant d'organiser des opérations de fraude fiscale et financière à grande échelle. Du fait de la réduction drastique des possibilités de redistribution, la grande majorité de l'appareil du parti a dû se débrouiller par ses propres moyens pour « manger » sa part des ressources du pays. Pour ce faire, elle s'est souvent alliée avec les représentants des niveaux inférieurs de l'appareil d'Etat, engageant une privatisation souvent violente et criminelle de ses services. La collusion entre les hommes de la KANU, qui apportent la protection politique, et les services de police, de renseignement ou de n'importe quelle autre administration, permet de détourner, au niveau local, les ressources de développement ou tout nouvel arrivage d'équipement. La criminalisation de l'Etat qui s'est développée à ses sommets à travers une multiplication des fraudes fiscales et financières s'est ainsi également propagée à sa base, du fait du resserrement drastique de la surface de redistribution politique.

La criminalisation généralisée de l'appareil d'Etat

Après avoir tenté en vain, pendant plus de quinze ans, de détruire le pouvoir des élites kikuyu, Daniel arap Moi semble ainsi se résigner à un mariage de raison pour garantir la pérennité de ses avoirs après sa succession. Cette stratégie, organisée par Nicholas Biwott, réintégré au secrétariat général à la Présidence, illustre la dérive d'un régime qui se maintient uniquement en raison de son contrôle de l'appareil administratif et policier et de ses moyens financiers lui permettant de s'assurer de sa fidélité absolue. La base sociale kalenjin ou KAMATUSA du pouvoir de Daniel arap Moi est un mythe. Si les élections de 1997 sont organisées avec un minimum de transparence, le FORD-Kenya ou le Democratic Party sont susceptibles de conquérir des sièges parlementaires dans les districts nandi ou marakwet. La plupart des leaders politiques de la KANU n'ont cependant pas le courage de quitter le parti car, d'une part, *Jeshi la Mzee*, « l'armée du Vieux », pourrait leur faire payer cher cette défection et, d'autre part, ils n'ont pas nécessairement d'avenir politique dans l'opposition car ils ne savent pas faire de la politique autrement qu'en redistribuant les ressources conquises au sein de l'appareil d'Etat. Souvent financièrement désespérés, les hommes politiques locaux sont responsables de l'explosion de la contrebande aux frontières du pays. Dans la capitale, ils sont accusés d'avoir des liens de plus en plus étroits avec le monde criminel, couvrant ou participant à l'organisation des attaques à main armée qui se sont multipliées à Nairobi et dans la province centrale depuis quelques années. Cette criminalisation des échelons inférieurs de la machine administrative et politique du régime fonctionne d'autant plus dans l'impunité que les nouveaux membres du

secrétariat général à la Présidence ont été surpris depuis deux ans dans un nombre croissant de fraudes fiscales et d'escroqueries de grande ampleur.

Hormis Nicholas Biwott, son compagnon de toujours, une nouvelle génération d'hommes politiques est ainsi apparue au secrétariat général à la Présidence, remplaçant, au début des années quatre-vingt dix, les compagnons de route des années Nyayo. Ce « cabinet privé », presque exclusivement composé de membres tugen et keiyo et chargé d'organiser la succession, a la particularité de compter en son sein l'un des fils du Président, devenu l'héritier politique désigné. Autour de ce noyau est également apparu un groupe d'hommes d'affaires indiens, organisant les opérations frauduleuses qui permettent aux détenteurs du pouvoir d'Etat d'alimenter leurs réseaux politiques et de fidéliser les échelons supérieurs de l'administration provinciale et des services de sécurité.

La famille nucléaire en première ligne

Jusqu'à ce que l'enjeu de la succession apparaisse dans le champ politique, seuls des membres de la famille élargie du Président s'étaient illustrés en politique. Moses Mudavadi, le grand baron du district de Kakamega, ami personnel du président Moi, était ainsi devenu le symbole de la grande alliance avec les élites de l'Ouest du pays après 1985, lorsqu'il avait épousé l'une des filles du Président. Son fils Musalia, malgré son absence totale d'expérience politique, entra directement au gouvernement en 1988 après le décès de son père, afin de signifier la pérennité de cette alliance politique et matrimoniale. De même, quelques autres membres de la famille élargie du Président, comme Stephen Kositany (beau-fils), Eric Kotut (neveu) ou Ezekiel Barng'entuny (cousin par alliance), s'étaient vu attribuer des postes clefs du régime. Eric Kotut fut le directeur de la Banque centrale de 1988 à 1994 et l'un des responsables du scandale Goldenberg¹⁵. Ezekiel Barng'entuny avait été placé à la tête de la *Kenya Post Telegraph and Communications*, responsable en chef des écoutes téléphoniques. Mais, cette fois, ce sont les fils du président Moi ou leurs cousins germains qui apparaissent en tant que gestionnaires et garants de l'avenir du patrimoine politique et économique familial.

La femme légitime de Daniel arap Moi, Lena, qui s'est retirée de la vie publique depuis les années soixante et vit dans sa ferme de Kambimoi dans le district de Baringo, lui a donné quatre fils. Le premier, Jonathan Toroitich, est pilote de rallye et ne joue pas de rôle politique particulier. Le deuxième, John Mark Moi, est totalement absent de la vie publique. Ce sont les deux derniers, Gideon et Raymond Kipruto, qui se sont distingués dans la presse nationale. Le plus jeune, Raymond, était à la tête d'une petite banque, *Heritage Bank*, qui a fait faillite au début de l'année 1997. Il s'est illustré par son incompétence au poste de vice-président de la grande coopérative

¹⁵ Il a été muté, depuis son renvoi de la Banque centrale, à la tête de la *Kerio Valley Development Authority*.

laitière KCC (*Kenya Co-operative Creameries*) et est également soupçonné d'avoir participé à des trafics multiples entre le Kenya et l'Est du Congo (alors Zaïre), grâce à sa compagnie d'aviation, *Simba Airlines*, qui opère depuis l'aéroport de Wilson à Nairobi. Elle opère également, depuis peu, à partir de l'aéroport international d'Eldoret, près duquel a été construite une usine de munitions. Stratégiquement placée, cette usine peut aisément alimenter par petits porteurs les conflits sud-soudanais, somali, éthiopien ou congolais. Raymond Kipruto a également été identifié comme contractant de la célèbre compagnie sud-africaine *Executive Outcomes*, chargée de la sécurité de projets miniers dans le Nord du district de Turkana. Son frère aîné, Gideon Moi, qui est, selon ses détracteurs, le fils préféré du Président, joue depuis 1995 un rôle politique direct dans le pays.

Daniel arap Moi était pourtant réputé avoir toujours refusé que ses enfants entrent en politique. Mais, depuis la multiplication de ses problèmes de santé, il aurait de nouveau cédé au conseil de Nicholas Biwott : initier l'un de ses héritiers à la gestion des affaires de l'Etat. Gideon pourrait même prendre la succession de son père dans la circonscription de Baringo centre. Il est désormais l'un des membres les plus importants du « cabinet privé », informé de toutes les décisions économiques majeures et des nominations au sein de l'appareil d'Etat. Il travaille en tandem avec le conseiller financier privé du Président, Joshua Kulei. Lui aussi d'origine tugen, Kulei est le neveu de Philemon Chelagat, l'ami de longue date de Daniel arap Moi, maire de sa bourgade natale, Kabarnet. Chelagat est réputé avoir présenté Kulei à Daniel arap Moi à la fin des années quatre-vingt, et Kulei est progressivement devenu l'un des membres de la garde rapprochée du Président, gérant avec Gideon le patrimoine financier de la famille pendant l'éclipse forcée de Nicholas Biwott. Kulei représente le président Moi au sein des multiples conseils d'administration où celui-ci possède des intérêts, et a lui-même amassé depuis dix ans une fortune considérable, évaluée par la presse d'opposition à 30 milliards de Ksh. Il s'est illustré surtout par sa mainmise sur les médias privés. Il veille dans l'ombre sur la gestion des chaînes de télévision privée KTN et STV, sur la nouvelle chaîne de radio Capital FM, sur le groupe Standard, et il a pris le contrôle de l'une des entreprises privées organisant les réseaux locaux donnant accès à Internet, Form-net Africa Ltd¹⁶. Hosea Kiplagat, un cousin germain de Gideon, est également apparu comme l'un des membres les plus influents de ce cabinet privé. *Chairman* de la Banque coopérative, qui reçoit notamment tous les dividendes de la caféiculture, Hoseah Kiplagat est devenu, en 1997, *chairman* de la branche de Baringo de la KANU. Les membres de ce cabinet privé sont tous associés à des hommes d'affaires indiens véreux, spécialistes des escroqueries foncières et de la fraude fiscale, dont les malversations ont été révélées en série depuis deux ans.

¹⁶ Voir *Finance*, 3/11/1997.

La connexion indienne

L'hebdomadaire d'investigation et d'opposition kényan *The People* a donné un panorama assez complet des relations entre les membres du « cabinet privé » et les hommes d'affaires indiens qui les servent¹⁷. Ceux-ci sont partagés en deux groupes : les spécialistes du bâtiment et de la surfacturation, et les financiers. Un cartel d'entrepreneurs en bâtiment, appelé le G7, est ainsi réputé se partager tous les appels d'offres lancés par le gouvernement. La particularité de ce G7 est que ses membres sont tous sikhs et qu'ils disposent tous d'un capital minimal de départ de 100 millions de Ksh.

Le G7 du bâtiment kényan

Harbinder Singh Sethi, proche de Nicholas Biwott, monopolise les contrats du ministère de l'Energie

B.S. Dogra, architecte de formation

Parhalad Singh (*Comecon Construction*)

Hayer Singh Bishan, proche de l'*attorney general* Amos Wako et du ministre des Finances Musalia Mudavadi, monopolise les contrats dans la province de l'Ouest

Davinder Singh (*Bomco Constructions*), proche de l'ancien chef d'état-major Mahmood Mohamed, travaille surtout avec le département de la Défense

S.S. Mehta bénéficie de sa proximité avec le directeur de cabinet du ministre des Travaux publics et du Logement, A.M. Sharawe

Lala Singh.

Le deuxième groupe, celui des financiers, est spécialiste de la fraude fiscale et des escroqueries foncières. Hoseah Kiplagat, le *chairman* de la Banque coopérative, est réputé s'être associé avec Harish Devani, un spéculateur immobilier reconverti dans les importations illégales de sucre. Franklin Bett, intendant de la Présidence, s'est, lui, investi dans l'importation hors-taxe de voitures, en compagnie du gérant de *Kingsway Motors*, Manish Shah. Gideon Moi est associé à Mukesh Gohil, un Indien de Kitale spécialisé dans l'import-export du textile, puis dans la spéculation foncière. Les deux hommes ont été cités à de multiples reprises au Parlement pour des ventes de terrains à l'agence en charge de la sécurité sociale, le *National Social Security Fund* (NSSF), pour des montants dix fois supérieurs à leur prix d'achat. Joshua Kulei est, lui, associé aux plus connus des financiers véreux kényans : Ketan Somaia, Rashid Sajjad et Mohamed Bawazir.

¹⁷ *The People*, 24/1/1997.

Ketan Somaia est sans aucun doute le « père spirituel » de ces escrocs. Il fut le premier à faire parler de lui à la fin des années quatre-vingt par la surfacturation des contrats passés pour la préparation des jeux panafricains, qui se sont tenus à Nairobi en 1988. Originaire de Kisumu, il était l'allié à l'époque de Nicholas Biwott mais surtout du ministre d'Etat chargé de la sécurité intérieure, Hezekiah Oyugi. Après l'arrestation temporaire de Biwott, puis le décès d'Oyugi en 1991 et l'éclatement du scandale de la BCCI dont il était le représentant kényan, Somaia a préféré relocaliser ses affaires à Dubai, d'où il dirige son holding financier, le groupe Dolphin. Ce déplacement ne l'a pas écarté du secrétariat général à la Présidence. Il est devenu l'associé privilégié du chef de la fonction publique, Philip Mbithi, qui organisait sa protection rapprochée à chacun de ses déplacements dans le pays. Après la chute de Mbithi, Somaia s'est intéressé à l'Afrique du Sud. Afin de pouvoir acheter un parc naturel privé, il s'est même permis d'imiter la signature du président Moi dans une lettre de recommandation qui le dédouanait de toute malversation.

Les pratiques financières frauduleuses de ces hommes illustrent la voie royale désormais choisie pour l'accumulation des richesses par les membres du secrétariat général à la Présidence. Mais, plus récemment, un nouveau degré a été franchi dans la criminalisation de l'Etat avec l'organisation de rackets sur les entreprises les plus performantes du pays. Rashid Sajjad, l'un des associés privilégiés de Joshua Kulei, grand maître de l'activité portuaire de Mombasa où il décide du partage des marchés, a récemment été montré du doigt dans la tentative de racket du grand distributeur kényan Nakumatt.

A l'origine une entreprise familiale, Nakumatt a bénéficié de la libéralisation du secteur de la grande distribution pour venir concurrencer l'entreprise d'Etat privatisée, *Uchumi*. Vimal Vipin Shah, son manager, reçut en 1996 le conseil d'ouvrir son capital à Rashid Sajjad, et de lui verser un « *protection fee* » de 50 millions de Ksh pour sa protection politique¹⁸. Vimal Shah ayant refusé, Nakumatt a été subitement fermé par les services vétérinaires, accusant l'entreprise de vendre des boîtes de *corned beef* d'origine britannique porteuses de la maladie de la vache folle. En une semaine de fermeture, Vimal Shah perdit 70 millions de Ksh de chiffre d'affaires. Il se serait alors résolu à aller voir Depaak Kamani, un autre associé de Joshua Kulei, pour régler ce petit différend. En quelques jours, l'alerte sanitaire était levée et Nakumatt pouvait rouvrir ses portes. Rashid Sajjad est l'un des prédateurs les plus célèbres de la scène politique kényane. Ancien directeur de la *Kenya Ports Authority*, il est le représentant de la communauté chiite Inthnasheri et contrôle tous les trafics passant par le port de Mombasa. Immensément riche, Sajjad finançait en 1992 les *United Muslims of Africa*, un groupe issu de la *Youth for KANU '92* et reconverti dans le fondamentalisme musulman pour mieux affronter les troupes de l'*Islamic Party of Kenya*, dirigées par le charismatique Sheikh Khalid Balala, proche de l'opposition.

Il est extrêmement difficile d'évaluer l'ampleur des rackets des compagnies privées mis en place par les hommes du Président. Phénomène relativement nouveau, ce

¹⁸ *The People*, 27/9/1996.

serait le signe de la réticence croissante des industriels indiens à se compromettre plus longtemps avec la KANU. Cette compromission, qui a commencé dans les années quatre-vingt, a fait des communautés indiennes l'une des cibles privilégiées de la colère populaire et des leaders d'opposition, dénonçant ces citoyens de seconde zone finançant l'ancien parti unique. Le contexte de la succession et la fluidité politique kényane ont vraisemblablement motivé un désengagement de la communauté industrielle vis-à-vis de l'ancien parti unique, que celui-ci cherche à compenser en prenant le contrôle direct des entreprises privées : lesquelles sont ensuite très souvent pillées et remplacées par des bureaux d'import-export, qui bénéficient de protections politiques pour importer d'Asie du Sud-Est des containers entiers de produits textiles ou d'équipements légers. Les industriels indiens kényans doivent ainsi bien souvent faire face à la menace de financiers véreux, ayant tissé des réseaux à travers l'océan Indien. Ils importent sans payer de droits de douane des produits textiles, des piles, des transistors de Chine ou de Malaisie et inondent le marché local. Cette pénétration des hommes d'affaires d'Extrême-Orient s'est également orientée vers le marché des armes. La Malaisie et la Chine fournissent désormais au Kenya une partie de son équipement militaire et policier, notamment grâce aux démarches de Joshua Kulei. Ces pays sont peu regardants sur les questions de violation des droits de l'homme auxquelles doivent répondre les marchands d'armes occidentaux. Ils peuvent fournir également, comme la Corée du Sud, des prédicateurs évangélistes organisant des croisades de prières chantant les louanges du président Moi.

Aux échelons inférieurs

Racket, fraudes fiscales et douanières se sont institutionnalisés comme des pratiques récurrentes des détenteurs du pouvoir d'Etat mais n'épargnent pas non plus les échelons inférieurs de la hiérarchie administrative et politique. Dans le secteur des transports publics urbains, quand les hauts responsables de la police n'ont pas investi les associations gérant les différentes lignes, ils exigent le versement quotidien d'un minimum de 20 000 Ksh par véhicule. Le trafic d'essence est aussi devenu une ressource importante d'accumulation pour les petits opérateurs de la KANU. De connivence avec des agents de la *Kenya Pipeline Corporation*, ils détournent des chargements d'essence qui transitent entre Mombasa et Eldoret¹⁹. Puis, avec l'aide de la police, ils forcent les transporteurs routiers à s'approvisionner à leurs pompes. A la contrebande traditionnelle de maïs, de café ou de bière avec l'Ouganda et la Tanzanie s'ajoute ainsi désormais un fructueux trafic d'essence contrôlé par les politiciens locaux et qui bénéficie également des différences tarifaires entre les pays de la communauté est-africaine. Cette contrebande d'essence avec l'Ouganda est si importante qu'elle a obligé les pompistes de l'Est du pays à fermer leurs portes, faute de clientèle²⁰. De

¹⁹ *The People*, 21/2/1997.

²⁰ Voir les comptes rendus réguliers de l'évolution de ce phénomène dans l'hebdomadaire *The East African*.

façon plus inquiétante, l'état-major des services de police du district de Kiambu a dû être totalement démantelé en 1996 en raison de sa compromission dans le trafic de drogue alimentant la capitale et de sa collusion dans l'organisation de la vague d'attaques à main armée qui a frappé Nairobi. Grâce à la protection politique des leaders locaux de la KANU, le chef de la police de Kiambu aurait ainsi réuni les fonds nécessaires à leur prochaine campagne électorale. Plus systématiquement, la police kényane a la réputation de louer ses armes et ses uniformes aux plus offrants, pour qu'ils puissent attaquer et racketter les automobilistes pendant la nuit, en toute impunité.

Perspectives électorales

Dans ce contexte précis d'une criminalisation croissante de l'Etat et d'une succession politique placée entre les mains des plus durs du régime, les élections de décembre 1997 apparaissent sans doute comme un exercice de style un peu futile. Quel que soit le sentiment du corps électoral, Daniel arap Moi et son cabinet privé n'entendent pas laisser échapper le pouvoir. Les forces de sécurité et l'administration provinciale contrôlent le pays et garantiront la réélection du président Moi. La fameuse règle des 25 %, qui pourrait empêcher la réélection de Daniel arap Moi dès le premier tour²¹, ne le condamne pas nécessairement à la défaite. La grande inconnue de cette élection est en fait de savoir qui va pouvoir voter le 29 décembre 1997. Les Eglises kényanes ont déjà émis de sérieuses réserves sur l'état des listes électorales. Au terme de la réinscription, les chiffres semblaient indiquer une démobilisation particulière de l'électorat dans la vallée du Rift et une désaffection dans les bastions kalenjin de la KANU, comme les districts nandi et kipsigis. Cette démobilisation a été corrigée par le prolongement légal de la période d'inscription et le retour dans le giron du pouvoir des leaders locaux comme Kipkalya Kones. Mais deux inconnues persistent. Personne ne sait ce que seront devenues ces listes à leur réouverture le 29 décembre 1997 et surtout personne ne sait exactement comment s'est opérée la distribution des nouvelles cartes d'identité qui seront les seules à pouvoir permettre de voter avec les cartes d'inscription sur les listes électorales. Le ministre de l'Intérieur a garanti en avoir distribué une dizaine de millions. Mais, déjà en 1992, près de 1 million de jeunes, réputés favorables à l'opposition, n'avaient pas pu participer au scrutin car ils n'avaient pas pu obtenir leur carte d'identité auprès de leur administration provinciale. Cinq ans plus tard, l'opération, totalement superflue, de leur renouvellement laisse augurer une fraude beaucoup plus massive. Il est possible que l'élection soit jouée d'avance.

Le Président, comme à son accoutumée, veut cependant très certainement entretenir

²¹ Pour être déclaré victorieux à l'élection présidentielle, un candidat doit obtenir au moins 25 % des voix dans cinq des huit provinces du pays.

l'illusion d'une élection libre qu'il va gagner. Après quarante ans de campagnes électorales, il est peu vraisemblable que Daniel arap Moi se maintienne au pouvoir par le seul usage de la force. Il veut à nouveau gagner, ridiculiser ses adversaires et pouvoir resplendir lors du vingtième anniversaire de sa première prestation de serment comme chef de l'Etat, le 10 octobre 1998. Daniel arap Moi est un battant et, malgré ses soixante-treize ans, ne semble jamais plus fort et indomptable que lors d'une campagne électorale. Les tournées du pays, les acclamations de la foule, l'excitation de la bataille semblent lui donner une vigueur incomparable. Les leaders des partis d'opposition doivent affronter une véritable bête politique, pleine d'énergie et d'ardeur au combat, et ils le savent. Cette connaissance de l'adversaire et de ce qu'ils peuvent attendre de lui a d'ailleurs sans aucun doute été centrale dans l'ultime fractionnement qui s'est produit au sein de l'opposition parlementaire entre ceux qui ont accepté la compétition politique telle qu'elle était organisée et ceux qui ont refusé de se prêter au même jeu qu'en 1992, avec des dés pipés. Dès le début de l'année 1997, un fort mouvement des Eglises et des associations de juristes réclamant la mise en place d'un Etat de droit avait exigé une réforme constitutionnelle retirant au président Moi quelques-uns des pouvoirs faussant dès le départ le scrutin. Ce mouvement a cependant été trahi par la grande majorité de l'opposition parlementaire, toujours prête aux compromissions qui pourraient la faire accéder au gouvernement. Alors que, depuis avril, un front s'était constitué pour la mise en place d'une réforme constitutionnelle radicale sous les auspices d'une « convention nationale » (*National Convention Assembly, NCA*) et de son conseil exécutif national (*National Convention Executive Council, NCEC*), c'est un « paquet » minimal de réformes qui a été voté en octobre, négocié au sein d'un groupe parlementaire inter-partis (*Inter Party Parliamentary Group, IPPG*) formé pour l'occasion. Mais, quelle que soit l'issue du scrutin, l'appareil administratif et policier du régime ne laissera pas Daniel arap Moi perdre le pouvoir.

Des forces de sécurité prêtes à tout

Depuis la tentative de coup de 1982, Daniel arap Moi est particulièrement attentif à sa sécurité et à la fidélité des différents corps d'armée. A l'époque, l'aviation, principale responsable de la tentative, avait été tout simplement démantelée, et ses officiers renouvelés. Mahmood Mohamed, le chef de brigade somali qui avait mené la bataille contre les mutins, s'était vu confier la tâche de la reconstruction de l'armée de l'air. Son supérieur, le Kamba Jackson Mulinge, à qui Daniel arap Moi dut également sa longévité, fut promu chef d'état-major (*chief of general staff*) avant d'être remplacé en 1987 par Mahmood Mohamed. A la fin de l'année 1996, ce fut le tour de Mohamed de prendre sa retraite pour être remplacé par le général Daudi Tonje. Les relations entre

Tonje et Daniel arap Moi sont très anciennes. D'origine tugen, il aurait été l'un des élèves du chef de l'Etat à l'école primaire de Kabarnet en compagnie de... Nicholas Biwott. Rejoignant l'armée en 1962, il monta lentement dans la hiérarchie militaire jusqu'à sa nomination comme chef de brigade en 1982, après la tentative de coup. Il est réputé avoir joué un rôle central dans le nettoyage de l'armée de terre et fut nommé à un poste spécifiquement créé pour lui en 1987, chef d'état-major adjoint, aux côtés de Mahmood Mohamed. Diplômé de l'académie militaire britannique de Sandhurst, formé aux Etats-Unis et en Israël, Tonje dispose de compétences dans la gestion moderne des forces armées et des services de sécurité largement supérieures à celles de ses deux prédécesseurs. Depuis le milieu des années quatre-vingt, il est crédité avec Nicholas Biwott d'avoir recruté et envoyé en Israël des jeunes Tugen et Keiyo, pour qu'ils soient formés aux techniques du renseignement militaire. A leur retour, ceux-ci auraient été dispatchés dans les différents corps d'armée afin de surveiller la fidélité des bataillons.

Dès son arrivée à la tête de l'état-major, Daudi Tonje a mis en place une réorganisation totale des forces armées, afin de briser les positions de pouvoir dont disposaient auparavant les chefs de brigade. La marque de Mahmood Mohamed avait surtout été un développement considérable du business au sein de l'armée où il avait également assuré la promotion des membres de son clan somali. Chaque chef de brigade et ses officiers étaient devenus des entrepreneurs prenant leur commission sur l'approvisionnement de leurs bataillons et faisant également un commerce lucratif avec les médicaments et l'aide alimentaire transitant en zone militaire avant d'être envoyés en Somalie, en Ethiopie, au Sud-Soudan ou dans les camps de réfugiés. L'approvisionnement en produits de toute sorte d'une armée de 25 000 hommes offrait également une multitude d'opportunités pour faire de bonnes affaires au sein du département de la défense. Tonje a singulièrement remis de l'ordre dans l'armée en centralisant toutes les procédures d'approvisionnement sous sa direction et en forçant les états-majors de la marine et de l'armée de l'air à le rejoindre dans ses bureaux de Nairobi. De plus, l'armée de terre, qui est désormais organisée par zones géographiques et qui compte le plus gros des troupes (20 500 hommes environ), est exclusivement dirigée par des officiers kalenjin. Le lieutenant Augustine Cheruiyot (nandi) est le nouveau commandant de l'armée de terre, avec sous sa direction, pour la zone Est, le général George Agoi (marakwet) et, pour la zone Ouest, le général John Koech (kipsigis). Les généraux kamba, luo ou kikuyu n'ont pas été placés à des postes de commandement de troupes. Cette reprise en main des corps d'armée par le général Tonje, appuyé par les généraux de l'armée de terre Cheruiyot, Agoi et Koech, garantit un appui militaire sans faille au président Moi quels que soient les résultats des élections de 1997. Wilson Boinet, le chef des services de renseignement, Edward Lopokoyit, le directeur des prisons, Paul Sumbeiywo, le chef du renseignement militaire, et Duncan Wachira, l'ami personnel de Nicholas Biwott nommé chef de la police en 1996 dans la perspective des élections, peuvent assurer le transport de troupes fidèles au Président dans tout le pays, en appui plus ou moins discret de l'administration provinciale. Face à un tel arsenal répressif, les tentatives de réforme

constitutionnelle menées par certaines associations de juristes semblent dérisoires. L'action légale n'a jamais été le souci principal de Daniel arap Moi ou de Nicholas Biwott.

L'impasse legaliste

Dès le lendemain de l'élection de décembre 1992, les organisations non gouvernementales religieuses et les associations de juristes engagées dans les opérations d'éducation civique avaient pris toute la dimension de leurs illusions. Outre le rôle politique direct joué par l'administration provinciale et les différents groupes de jeunes de la KANU pour perturber les campagnes électorales des partis d'opposition, le gouvernement n'a pas hésité à manipuler l'organisation concrète du scrutin. Environ un million d'électeurs n'auraient ainsi pas pu s'inscrire sur les listes électorales alors que les trente circonscriptions les plus mobilisées sont pour la plupart celles des barons du régime, Simeon Nyachae réussissant même à faire inscrire un nombre d'électeurs une fois et demie supérieur aux estimations du nombre existant réellement dans sa circonscription. Au total, ce sont par exemple 100 000 électeurs, majoritairement kikuyu, qui n'auraient pas pu voter dans la vallée du Rift en 1992. De plus, les présidents des bureaux de vote se sont assuré une rentabilisation maximale de la mobilisation électorale en faveur de l'ancien parti unique. La façon de voter est elle-même tout à fait propice à la fraude. Les électeurs doivent faire des croix dans des cases. On ne compte plus les rapports des observateurs indépendants détaillant comment tel ou tel président de bureau invalidait les bulletins en faveur de l'opposition lorsque les croix étaient mal faites. La fraude la plus récurrente, quand des votants ne sachant ni lire ni écrire voulaient donner leur voix à l'opposition, était de leur dire de faire une croix en face de la case du président Moi, car cela exprimait qu'on le barrait de la Présidence. L'ingéniosité des fraudeurs témoigne d'une intelligence pratique aiguisée par de longues années de contournement et de détournement des normes juridiques.

Dès 1994, pour éviter le renouvellement d'une telle manipulation du scrutin, les appels à la réforme constitutionnelle s'étaient fait entendre du côté des associations de juristes et des ONG religieuses. Regroupés pour la plupart au sein de la *Coalition of Citizens for Constitutional Change* (4Cs), ces groupes voulaient lancer un débat national sur ce sujet en impliquant toutes les forces de ce qui est généralement appelé, dans la pratique anglo-saxonne, la société civile. Financé en grande partie par les bailleurs de fonds non gouvernementaux nord-américains (Fondation Ford, *International Republican Institute*, etc.), 4Cs convoqua une série de réunions de représentants de cette « société civile » (Églises, syndicats, corps professionnels, universitaires, associations, etc.) afin de débattre des réformes constitutionnelles nécessaires, puis proposa un projet de nouvelle Constitution destiné à recueillir les commentaires et les critiques de tout un chacun. Dirigé notamment par des universitaires mobilisés autour de la Commission kényane des droits de l'homme

(*Kenya Human Rights Commission, KHRC*), de la section kényane de la Commission internationale des juristes (*International Commission of Jurists, ICJ-Kenya section*) et soutenu par les principales Eglises kényanes d'origine missionnaire (réunies au sein du *National Council for the Churches of Kenya, NCCCK*, pour les protestantes), 4Cs réussit à attirer suffisamment l'attention de la communauté internationale au cours de l'année 1994 pour que le président Moi daigne faire allusion à de possibles réformes constitutionnelles lors de son discours de Nouvel An l'année suivante. Mais ce signe de bonne volonté disparut bien sûr rapidement de l'agenda politique et les « agitateurs constitutionnalistes » décidèrent de passer à l'étape suivante de leur projet réformiste : la convocation d'une convention constitutionnelle nationale destinée à débattre des réformes qu'ils avaient proposées. Les conférences nationales ouest-africaines ont fortement marqué l'imaginaire des constitutionnalistes kényans. Le peu d'information dont ils disposent sur leur déroulement effectif et leurs aboutissements concrets ont permis la formulation d'un rêve démocratique, où une assemblée de représentants du peuple peut faire tomber un régime policier, par la seule force de sa légitimité et du soutien populaire qu'elle rencontre. C'est sans doute ce rêve qu'ils ont voulu transcrire dans la réalité en 1997.

Après une session « historique » au mois d'avril dans le célèbre centre de conférences de Limuru où avait été créée la KANU en janvier 1960, le comité exécutif des comités de travail d'une convention nationale auto-constituée décida de partir en croisade pour mobiliser les Kényans, forcer le président Moi à se retirer du pouvoir et permettre des réformes constitutionnelles. A cet effet, un grand meeting fut convoqué début mai avec les leaders de l'opposition sur l'esplanade de Kamukunji. Cette réunion dut être abandonnée en raison de la mise en place d'un important dispositif de sécurité, mais ses organisateurs décidèrent de continuer la mobilisation en organisant de similaires dans chacune des grandes villes du pays. La répression prévisible de telles réunions fut, au printemps, relativement mesurée. Plus que les forces du GSU, les réformistes durent affronter les hommes de main de la KANU, baptisés pour l'occasion *Jeshi la Mzee*, « l'armée du Vieux ». La communauté internationale s'était en effet exprimée en faveur d'un minimum de réformes constitutionnelles et le gouvernement ne voulut vraisemblablement pas ruiner les bonnes relations rétablies depuis deux ans. Hésitant sur le contenu des réformes à concéder, Daniel arap Moi reprit néanmoins l'initiative début juin. Tout en menaçant les agitateurs, il proposa l'abrogation du très controversé *Public Order Act* lors de la fête nationale de *Madaraka* (anniversaire de l'autonomie interne) et son remplacement par une loi qui permettrait les réunions politiques sans autorisation écrite de l'administration provinciale : il serait simplement nécessaire de l'informer de la tenue de cette réunion et de son objet quinze jours avant la date prévue. La réponse de l'opposition parlementaire se fit entendre lors du débat budgétaire qui suivit. Elle tenta de provoquer une crise et une dissolution du Parlement en empêchant le ministre des Finances de lire son budget dans les délais qui lui sont imposés par la Constitution. De leur côté, les leaders du NCEC convoquèrent tous les Kényans à se rassembler dans toutes les villes du pays le 7 juillet, jour anniversaire des fameuses émeutes de *Saba*

Saba (sept-sept en swahili), autour du slogan « No reforms, no elections ». Ils reçurent un soutien officiel de l'Eglise catholique qui confirmait cette fois son engagement sans faille en faveur du changement.

A ce stade de la mobilisation, les principaux leaders des partis d'opposition, Kijana Wamalwa, James Orengo, Kenneth Matiba, Martin Shikuku, Mwai Kibaki, Raila Odinga, les juristes et les prêtres réfractaires présentaient encore un front uni, comme l'avait été le FORD aux premiers jours des campagnes de 1990. Le 7 juillet, ce front dut pour la première fois affronter une violence policière massive. La police, les troupes du *General Service Unit*, *Jeshi la Mzee*, se lancèrent contre les manifestants, offrant aux caméras de télévision de la presse internationale des scènes de matraquage sanglantes. Le gouvernement fut unanimement condamné par la communauté internationale pour son usage abusif de la violence et son incapacité à créer un « environnement permettant la tenue d'élections libres ». Cette condamnation resta sans effet, de même que l'annonce qui suivit de la suspension de l'aide internationale en raison du renouveau de la corruption au sein de la *Kenya Ports Authority*. Le gouvernement est fortement soupçonné d'avoir provoqué lui-même cette rupture avec le FMI et la Banque mondiale afin d'avoir les mains beaucoup plus libres pour puiser dans les réserves de la Banque centrale pendant la période électorale.

Comme en 1990, la stratégie de la KANU était en place. Après avoir montré qu'il était le maître incontesté du pays, Daniel arap Moi invita l'un après l'autre les leaders de l'opposition à « discuter des réformes ». Le premier à succomber aux sirènes de *State House* fut le leader du FORD-Kenya, Kijana Wamalwa, déjà compromis depuis 1995 par ses relations douteuses avec Kamlesh Pattni et Ketan Somaia. Le 17 juillet, la KANU annonça qu'elle allait présenter son propre projet de réforme constitutionnelle, replaçant le débat dans l'arène parlementaire où, sous prétexte de sa bonne volonté et d'une négociation équitable, le gouvernement allait pouvoir imposer les modalités du changement. De peur de se laisser dépasser par les leaders du *National Convention Executive Council*, Kijana Wamalwa, Mwai Kibaki et leurs troupes acceptèrent de négocier avec la KANU alors que James Orengo, Kenneth Matiba et Raila Odinga, les leaders les plus radicaux, dénonçaient le stratagème. Un mot d'ordre de grève générale fut lancé par le NCEC pour le 8 août (huit-huit, *nane nane*). Le doute et la division avaient cependant déjà pénétré les rangs de l'opposition parlementaire et ce mot d'ordre fut contesté par Kijana Wamalwa, Mwai Kibaki et Martin Shikuku. De plus, le lynchage gratuit par la foule d'un policier en civil le jour de la manifestation retira au NCEC tout le crédit moral gagné depuis plusieurs mois.

En septembre, dans la foulée des propositions de réformes présentées par la KANU, un groupe parlementaire inter-parti (*Inter-party Parliamentary Committee*, IPPG) fut composé sous la direction de George Anyona. Il présenta finalement un projet de réformes dont l'ampleur surprit même les détracteurs de toute négociation avec la KANU. Selon ce projet, la commission électorale devrait être augmentée de dix membres, nommés par les candidats à l'élection. Les douze parlementaires nommés seraient choisis par le Président sur proposition des leaders des différents partis politiques, et la moitié d'entre eux seraient obligatoirement des femmes. Outre 25 %

des suffrages exprimés dans cinq des huit provinces du pays, un candidat, pour être élu, devrait avoir recueilli 50 % des suffrages exprimés à l'échelle nationale et le vainqueur devrait avoir la possibilité de former un gouvernement d'union nationale ou de coalition, incluant des membres des partis politiques d'opposition. Le *Public Order Act* devrait être abrogé et l'accès des partis d'opposition aux médias radiodiffusés garanti. Comme le soulignèrent à juste titre les leaders du NCEC, l'entrée de représentants de l'opposition à la Commission électorale n'en fait pas pour autant une commission indépendante. Au contraire, celle-ci sera encore plus politisée. Ce projet de l'IPPG coupa cependant largement l'élan de la mobilisation lancée depuis le printemps. Affaibli moralement par le lynchage de l'été et pris de court par de telles propositions, le NCEC accepta de mettre fin provisoirement à toute action de masse et de faire des propositions concrètes à l'*Attorney general* Amos Wako. Moi Day, le 10 octobre (*kumi kumi*), vit quelques affrontements de rues à Nairobi, mais l'auto-célébration présidentielle put avoir lieu comme à l'accoutumée, sans troubles majeurs.

Dans le mois qui suivit, le NCEC ne put que constater que le Président avait à nouveau réussi à gérer la pression politique sans véritablement renoncer aux outils qui lui avaient permis de gagner en 1992. A peine le tiers des révisions juridiques administratives et constitutionnelles promises dans le projet de l'IPPG était contenu dans le projet de loi présenté au Parlement. Juste avant la fin de la session parlementaire, l'ensemble fut voté, puis promulgué après signature du Président. La semaine suivante, le Parlement était dissous et les élections annoncées pour le 29 décembre. Le président Moi s'était à nouveau moqué de tous ceux qui voulaient le forcer à se retirer. Aucune nouvelle limite n'était juridiquement portée contre son pouvoir. La procédure impliquant le partage entre les partis des nominations au Parlement était oubliée. La nécessité pour le vainqueur de l'élection présidentielle de remporter au moins 50 % des suffrages exprimés avait disparu. Aucune procédure n'était prévue en cas de non-respect de la règle des 25 % et la garantie de mise en place d'une commission électorale indépendante n'était pas donnée. Seuls dix membres supplémentaires seraient nommés ; le *Public Order Act* serait abrogé ; la possibilité serait donnée de former un gouvernement de coalition en cas d'absence de majorité absolue d'un seul parti au Parlement ; la sécurité des candidats à l'élection présidentielle serait garantie, tout comme l'accès des partis politiques d'opposition aux moyens de communication radiodiffusée.

En définitive, le seul résultat clair de ce processus de réforme est la possibilité donnée au Président d'engager toutes les négociations post-électorales nécessaires pour s'assurer du retour des élites kikuyu dans le giron du pouvoir, même si celles-ci ont été élues par des partis d'opposition. La stratégie élaborée par les membres de la KANU B jouit ainsi d'une garantie supplémentaire, au cas où le parti n'aurait pas la majorité absolue au lendemain des élections. Cependant, cela ne signifie pas que la KANU s'est résignée à les perdre. Au contraire, les événements du mois d'août à Mombasa illustrent ce dont les hommes de l'ancien parti unique sont capables pour les gagner.

Retour à Likoni

Les mois d'août et septembre 1997 ont en effet été marqués par une éruption de violence sur la côte de l'océan Indien rappelant singulièrement la stratégie de la terre brûlée engagée dans la vallée du Rift, dans l'Ouest du pays et déjà sur la côte en 1992. Les fameux « clash ethniques » qui commencèrent dès octobre 1991 entre des paysans luo, luhya et surtout kikuyu de la vallée du Rift et des groupes de guerriers maasai et kalenjin ont déjà illustré les extrêmes auxquels ont pu avoir recours Daniel arap Moi et ses proches alliés pour se maintenir au pouvoir. Les descriptions précises de ces affrontements ont montré *a posteriori* qu'il s'agissait bien d'une organisation planifiée d'opérations de chasse à l'homme et non de l'explosion de conflits latents liés à des querelles sur la propriété foncière et le monopole des réseaux locaux de commerce. De nombreux témoignages et récits ont été collectés par les Eglises kényanes et les différentes associations de défense des droits de l'homme et d'assistance aux personnes déplacées. Ils ont permis d'établir que les « guerriers » kalenjin et maasai avaient été entraînés sur les terres du vice-président George Saitoti et qu'à de nombreuses reprises ils avaient été transportés dans des hélicoptères de l'armée. Dans les heures précédant les attaques, les *chiefs* kalenjin pouvaient aller jusqu'à faire des croix sur les maisons des paysans kikuyu qui seraient les victimes des raids, au cours desquels les hommes étaient systématiquement tués, les femmes battues et violées, les habitations incendiées après avoir été pillées, et le bétail volé. Des assassinats auraient même été perpétrés en présence de Paul Lang'at, le DC du district de Uasin Gishu, neveu du président Moi. Selon certains rapports, Nicholas Biwott, Reuben Chesire, Ezekiel Barng'entuny, Wilson Leitich, tous membres du cercle rapproché des soutiens du président à l'époque, auraient été les principaux artisans de ces opérations dans les districts de Uasin-Gishu et de Nakuru, à Londiani, Burnt Forest ou Molo, payant 1 000 Ksh pour chaque Kikuyu abattu. Le rapport de la Commission parlementaire dirigée par Kennedy Kiliku sur ces « clash ethniques », composée exclusivement de députés de la KANU, attribuait officiellement, en septembre 1992, la responsabilité de l'organisation de ces ratissages ethniques aux plus hauts dirigeants de l'Etat²².

La violence qui commença sur la côte Sud, de Mombasa à Likoni, dans la nuit du 13 août 1997, ne semble pas différente. Un groupe armé a tout d'abord attaqué le poste de police de Likoni pour s'y emparer d'une quarantaine de fusils et de plus de trois

²² Outre les rapports du diocèse catholique de Nakuru effectuant un recensement systématique et périodique du nombre des victimes et des vols, voir NCKK, « The cursed arrow : a report on organised violence against democracy in Kenya », mimeo, 1992 ; « Report on the clashes » by the task force appointed by the interparties symposium NCKK-LSK-ICJ, mimeo, 1992, et NEMU Council of elder, « Courting disaster : a report on the continuing terror, violence and destruction in the Rift Valley », mimeo, 29/4/93. Enfin pour le rapport de Kennedy Kiliku : Republic of Kenya, « Report of the Parliamentary select committee to investigate ethnic clashes in western and other parts of Kenya », Government Printer, 1992 et, pour une étude facilement accessible et très documentée : Human Rights Watch/Africa Watch, *Divide and Rule : State Sponsored Ethnic Violence in Kenya*, 1993.

mille cartouches. Six policiers ont été tués, la prison incendiée et les prisonniers relâchés. Les maisons des résidents kikuyu de Likoni sont ensuite en priorité attaquées et incendiées. Dans les jours qui suivent, les forces de sécurité déclarent être à la poursuite d'un groupe de 200 hommes armés qui se cachent dans les grottes naturelles des forêts voisines. Ce sont ensuite les lotissements luo de « Kisumu Ndogo » qui sont attaqués, puis d'autres maisonnées kikuyu de la côte Nord. Des pamphlets circulent, ordonnant aux « étrangers » des hauts-plateaux de déguerpir d'eux-mêmes s'ils ne veulent pas être chassés. La troisième grande communauté « étrangère » de la côte, la communauté kamba, s'organise alors en milices d'auto-défense dans son quartier de Changamwe pour éviter un sort similaire. Cette réaction empêche vraisemblablement une attaque, qui se renouvelle néanmoins sur l'église catholique de Likoni où étaient venus se réfugier 3 000 victimes des raids précédents. En plein milieu de la nuit, les forces du GSU chargées de garder l'église disparaissent pour laisser les pillards attaquer le bâtiment en toute impunité. La communauté kamba n'est pas épargnée. Elle est attaquée plus au Nord, à Malindi, dans le district de Kilifi. Environ 200 kiosques appartenant à des commerçants kamba spécialisés dans la vente de curiosités touristiques sont incendiés avec leur marchandise. Le 22 août, le président Moi se rend sur la côte et adresse un ultimatum aux assaillants. Le gouvernement leur ordonne déposer les armes, sinon ils seront traqués sans merci. Cette traque a en fait du mal à se concrétiser. Omar Masumbuko et Emmanuel Maitha, deux des leaders les plus violents de la KANU, sont arrêtés pour détention d'armes à feu. Une trentaine d'anciens militaires sont placés en détention et des suspects sont arrêtés pour prestation illégale de serment. Le gouvernement promet un vaste déploiement de forces impliquant 20 000 hommes pour faire sortir les assaillants retranchés dans leurs grottes des Shimba hills mais rien n'est vraiment entrepris. L'ultimatum présidentiel, déjà repoussé jusqu'au 9 septembre en raison de son manque de résultats, n'aboutit finalement à rien. Deux jours après son expiration, les attaques reprennent sur les côtes Nord et Sud de Mombasa, à Likoni, Ukunda et Kilifi, jusqu'à la fin du mois de septembre.

Plusieurs points ont été soulevés à propos de cette violence côtière. Tout d'abord, les services de renseignement de la sécurité intérieure ont été d'une inefficacité totale dans la prévision des attaques. Elles n'ont pas prévenu la police de leur imminence malgré l'impossibilité pour plusieurs centaines d'hommes, au Nord et au Sud de Mombasa, d'organiser des prestations de serment sans se faire remarquer par les représentants de l'administration provinciale qui quadrillent étroitement le terrain. Nicholas Biwott s'est fait surprendre en déplacement à Mombasa la veille du début de la violence. L'ange noir de la vie politique kényane est tout à fait capable de l'avoir organisée, il l'a déjà fait, mais une hypothèse plus probable a été émise par l'organisation *African Rights*²³. Ce qui frappe avant tout dans ces événements ce sont les attaques répétées contre les forces de police. Plus d'une dizaine de policiers sont morts en août et septembre. L'ONG britannique qui a recueilli de nombreux

²³ Kenya Witness, *Violence at the Coast*, African Rights, oct.-nov. 1997.

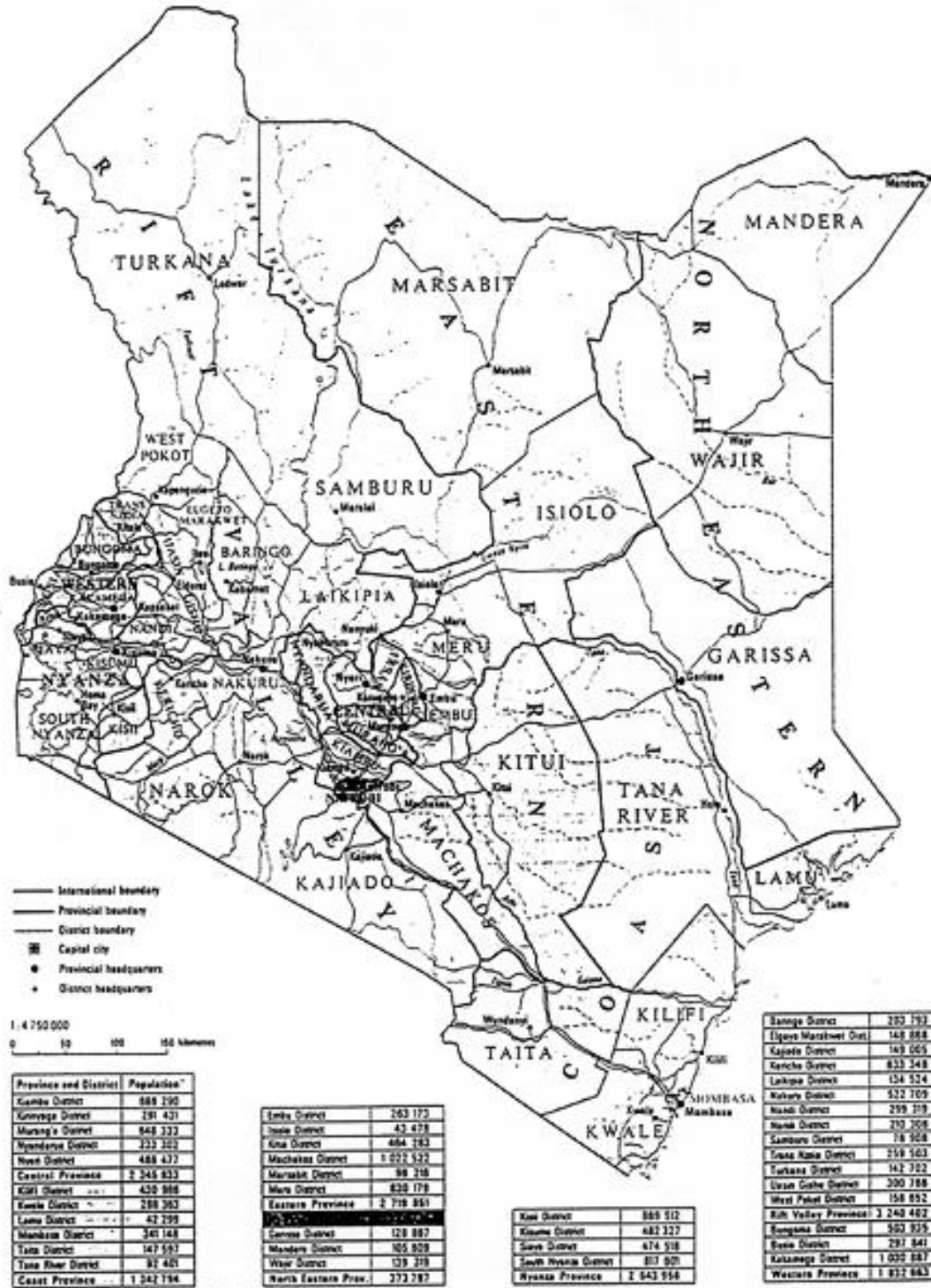
témoignages sur le terrain suggère que ces violences ont en fait été organisées par les hommes locaux de la KANU et des services de renseignement associés aux mafias locales qui contrôlent le trafic de drogue et ont perdu beaucoup d'argent en raison d'importantes saisies opérées par les forces de police. Les trafiquants, bien implantés sur la côte, qui est, du fait du tourisme, un lieu privilégié de consommation et de transit de stupéfiants, auraient financé les groupes armés dirigés par les hommes de la KANU. Le secrétariat général à la Présidence n'aurait eu qu'à laisser faire et éviter toute réaction trop efficace des forces de sécurité. Quoi qu'il en soit, le résultat de cette violence organisée n'a pas tardé à se manifester : environ 150 000 originaires des provinces centrales, de l'Est et de l'Ouest, ont quitté la côte en attendant la retombée de la fièvre électorale. Ces populations ne pourront pas voter pour les candidats de l'opposition et augmentent les chances de Daniel arap Moi de passer largement la barre des 25 % des voix dans la province côtière. Des pratiques criminelles ont à nouveau été mises au service d'une stratégie électorale.

Conclusion

La fragmentation de l'opposition risque paradoxalement de rendre la réélection de Daniel arap Moi plus difficile. Chacun des grands groupes ethniques du pays dispose en effet de son candidat à la présidentielle et, si le scrutin n'est pas faussé d'avance et se déroule dans un minimum de transparence, ces logiques communautaires devraient empêcher Daniel arap Moi de passer la barre des 25 % des voix dans les provinces de l'Est et de l'Ouest, alors qu'il y était parvenu en 1992. Il a en effet très peu de chances de recueillir les suffrages des électeurs luo et kikuyu. Les nationalismes ethniques dont sont fortement empreintes ces deux communautés devraient favoriser leurs ressortissants, Mwai Kibaki et Raila Odinga. Martin Sikuku et Kijana Wamalwa sont également susceptibles de faire le plein de voix de leurs communautés respectives dans la province de l'Ouest, de même que Charity Ngilu auprès des Kamba de la province de l'Est. Il est donc probable qu'aucun des candidats à la présidence ne satisfera la règle constitutionnelle, qui veut qu'au premier tour, ne peut être victorieux que le candidat qui a obtenu 25 % des voix dans cinq des huit provinces du pays. Cependant, le vide juridique total existant en cas de second tour favorise singulièrement le président Moi. Celui-ci a la mainmise absolue sur l'appareil administratif et policier et pourrait très bien asseoir cette fois son pouvoir sur un état de fait qui est de toute façon peu différent de celui qui a marqué l'évolution du régime depuis dix ans. Daniel arap Moi et sa garde rapprochée se soucient assez peu de la légalité de leur action. Il serait de plus présomptueux d'enterrer aussi rapidement les

chances de la KANU de manipuler le scrutin à son profit. Le ministère de l'Intérieur et le Président sont seuls à savoir comment ont été distribuées les nouvelles cartes d'identité et qui sera inscrit sur les listes électorales le jour du scrutin. Ils ont détourné depuis trois ans suffisamment d'argent de la sécurité sociale et des fonds de pension de la fonction publique pour en distribuer autant qu'en 1992. Techniquement, le chef de l'Etat et ses hommes sont prêts pour cette élection. Depuis la fin de l'année dernière, les affiches ont été imprimées, les T-shirt et les casquettes de campagne sont prêts et les caisses de billets sont également sûrement pleines. Une diffusion de la violence comme en 1992 provoquerait sans aucun doute un très faible taux de participation des électeurs de l'opposition et donc de sérieuses chances de l'emporter pour le chef de l'Etat. Cette échéance électorale est finalement chargée d'une seule certitude : Daniel arap Moi et ses hommes n'hésiteront pas à avoir recours à des pratiques criminelles pour assurer la pérennité de leur pouvoir et l'organisation d'une succession garantissant la sécurité de leurs avoirs.

CARTE ADMINISTRATIVE DU KENYA



© Macmillan Publ. Ltd